

Collections

La valise militante de Manuel Valente Tavares

“Partir dans un autre pays pour y travailler, c’est ce qu’ont fait beaucoup de Portugais dans les années soixante. Des photos de Portugais à la descente du Sud-Express, gare d’Austerlitz, portant des valises à l’épaule, sont restées un des symboles de leur arrivée en France. Partir à la hâte, avec de maigres affaires dans sa valise, c’est ce qu’ont fait beaucoup de Chiliens fuyant la dictature après le coup d’état du général Pinochet le 11 septembre 1973. Quel meilleur symbole qu’une valise pour manifester à la fois contre les expulsions, organisées par les lois Pasqua et Debré en 1997 et pour les droits des immigrés ?”

Manuel Valente Tavares

La valise de Manuel Valente Tavares représente à la fois “tout un parcours” et “tout un symbole”. Objet personnel et support de luttes collectives, cette valise a connu une destinée présentée aujourd’hui dans la “galerie des dons” de la Cité nationale de l’histoire de l’immigration.

Utilisée par Manuel au cours de multiples voyages entre Paris et le Portugal, cette valise est détournée, dans les années quatre-vingt-dix, de son usage initial. Manuel est alors l’un des responsables du Collectif portugais pour une pleine citoyenneté et sa valise devient un support emblématique au cours de manifestations pour la défense des droits des immigrés. Preuves de son efficacité, elle apparaît comme illustration principale dans les couvertures journalistiques des manifestations et, deux ans plus tard, couronnement de sa carrière militante, dans un manuel scolaire traitant des débats sur la citoyenneté.

Par bien des aspects, l’histoire que renferme

cette valise constitue également un condensé de l’immigration portugaise en France. Durant les Trente Glorieuses, la France devient en effet la première destination des émigrants portugais. C’est l’époque où la majorité des migrants économiques et des exilés politiques partent clandestinement, *a salto*, la dictature portugaise – présente de 1926 à 1974 – restreignant l’émigration légale.

Aujourd’hui, pédopsychiatre, Manuel, lui-même ancien réfugié politique, reste un militant. Il nous raconte à présent “toute l’histoire” que contient cet objet qui, après deux vies bien remplies, s’apprête désormais à en connaître une troisième au sein du patrimoine national français.

J’ai décidé de faire don de ma valise militante au musée de la Cité nationale de l’histoire de l’immigration, parce qu’elle témoigne du fait que les immigrés peuvent aussi participer à la vie civique et à la citoyenneté du pays où ils vivent.

La grandeur démocratique d’un pays se

**Visa de court séjour délivré
le 17 mai 1974 par l'ambassade
de France au Chili.**

© Musée National de l'Histoire et des Cultures
de l'Immigration, CNHI.

mesure à la façon dont son gouvernement traite ses opposants. C'est tout à l'honneur de ce musée national d'accepter dans ses collections le témoignage de ceux qui ont lutté pour la réalisation des valeurs universelles de liberté, d'égalité, de fraternité.

Toute une histoire

Cette valise en carton a été utilisée à la fin des années soixante-dix pour de nombreux voyages entre le Portugal et Paris, arrivée à la Gare d'Austerlitz, par le train appelé "Sud-Express". Pendant plus de trente ans, depuis la fin des années cinquante, le Sud-Express a transporté, depuis le Portugal jusqu'en France – *via* Salamanca, Burgos et Hendaye –, des dizaines de milliers de Portugais, hommes, femmes et enfants, immigrants en situation

régulière mais surtout, bien plus nombreux, émigrants illégaux, qui partaient malgré les interdictions de la dictature salazariste. Les voyages par le Sud-Express ont continué après la chute de la dictature, le 25 avril 1974. Ce train était, avec les voyages en voitures et les cars, l'un des moyens pour les nombreux va-et-vient des Portugais entre la France et le Portugal.

Tout un parcours

Cette valise est pour moi l'objet qui traduit le mieux mon parcours personnel. Décidant de désertre la guerre coloniale menée par la dictature salazariste dans les colonies de l'Afrique portugaise – en Angola, au Mozambique, en Guinée-Bissau –, je suis parti au Brésil en 1971.

Dans ces “années de plomb” au Portugal, pour moi, étudiant à la faculté de médecine de Lisbonne, engagé dans la contestation étudiante, la tête pleine de rêves, il fallait partir, car le risque était grand dans un état contrôlé par la PIDE⁽¹⁾. Le voyage en bateau pendant une dizaine de jours, mon premier grand voyage en dehors du Portugal, a été pour moi une longue traversée au sens propre et au figuré. Seul, au milieu des autres passagers, dans un bateau au milieu de l’immensité de la mer. Seul, car je laissais ceux qui m’étaient les plus chers, avec qui j’avais passé toute mon enfance et mon adolescence. Seul, avec mes pensées, tout en me disant que j’allais rencontrer d’autres personnes et que, après tout, peut-être retournerais-je au pays, mais dans combien de temps ? Lors de mon séjour au Brésil, d’un an à peine, j’ai pu rencontrer des gens formidables qui m’ont aidé à traverser ces premiers mois difficiles. Des gens au contact facile, sans préjugés, où le corps

parle comme un rythme de samba. Cette joie me faisait presque oublier le régime militaire alors en vigueur.

C’est dans ce pays que j’ai fait connaissance avec celle qui allait devenir ma future femme, étudiante chilienne séjournant alors au Brésil. Elle me parla beaucoup de son pays et surtout du processus révolutionnaire et démocratique de l’Unité populaire de Salvador Allende. Attirés par cet espace de liberté, nous avons décidé de nous y rendre. Ce rendez-vous s’avéra marquant pour moi. J’avais ainsi l’occasion de mettre à l’épreuve mes idées de liberté et de justice sociale. Je me suis lancé à corps perdu, dans ce processus “révolutionnaire”. Le plus dur était de ne pas se laisser emporter par ce tourbillon de liberté. La solidarité est alors, sans doute, le sentiment que j’ai le plus fortement éprouvé. Malgré les difficultés matérielles – je faisais de l’artisanat tout en poursuivant mes études de médecine –,

“La citoyenneté, une notion qui s’élargit”, Éducation civique, classe de 3^e, éd. Belin, 1999.

© D.R.

j'avais avec ma femme une grande confiance dans l'avenir individuel et collectif que nous croyions si prometteur.

Le coup d'état brutal et sanguinaire de Pinochet, le 11 septembre 1973, a mis une fin brutale à ce "rêve", plongeant tout le Chili dans un régime de terreur. Certains de mes amis commençaient à tomber, les uns après les autres, dans les geôles de Pinochet. Torturés, tués, arrachés à leur famille, leur destin semblait s'arrêter là. Père d'une petite fille de six mois à peine au moment du coup d'état, la vie en clandestinité devenait de plus en plus difficile. C'est ainsi que nous avons décidé de quitter le Chili. Le grand élan de solidarité à l'échelle mondiale a été à la mesure de la brutalité du coup d'État.

Nous avons pu ainsi venir en France, en mai 1974, par le biais du Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies, et y rester avec le statut de réfugiés politiques attribué par l'OFPR⁽²⁾. La façon exceptionnelle dont nous avons été accueillis à ce moment là nous a aidés à surmonter le traumatisme du coup d'État et le déracinement du nouvel exil. Contrastant avec la période actuelle, il y avait une législation très ouverte pour l'accueil des réfugiés en ce qui concerne l'attribution des titres de séjour, des cartes de travail, de l'hébergement en foyers et des indemnités du gouvernement. Beaucoup de militants et d'associations diverses ont fait preuve à l'égard des Chiliens d'une solidarité très active et chaleureuse. C'est dans

ces conditions que j'ai rencontré celle qui, plus tard, deviendra ma nouvelle épouse. La Révolution des œillets au Portugal (25 avril 1974) et la loi d'amnistie pour les déserteurs promulguée un an après m'ont permis le retour au Portugal pour y achever mes études de médecine.

Cette fois-ci, des militaires, fleur au fusil, avaient bel et bien mis fin à presque un demi-siècle de dictature. La joie de vivre gagna tout un peuple assoiffé de liberté qui croyait tout d'un coup s'approprier son destin, en s'auto-organisant dans les entreprises, les usines, les universités, les quartiers, etc. Encore une fois, des rêves pouvaient devenir des réalités. J'ai ainsi participé à cette Révolution des œillets. Mais qu'elle a été brève, la Révolution ! Après un an et demi d'enthousiasme, d'euphorie, tout rentra dans une normalisation à l'européenne – à partir du 25 novembre 1975. Père d'une deuxième fille, née en France d'une mère française, j'ai décidé de revenir en France, après l'élection de François Mitterrand en 1981, pour me spécialiser en pédopsychiatrie, puis pour y travailler et y vivre en famille.

C'est ainsi que j'ai acquis la nationalité française, en octobre 1985, par déclaration après mariage. Portugais et Français, mais aussi Chilien, je crois vraiment que nous sommes tous composés de multiples appartenances. Mes deux filles, élevées dans un milieu multiculturel, sont la preuve vivante de cette richesse qu'est le métissage.

Ayant bénéficié dans le passé d'un accueil généreux en France, en tant que réfugié, comment ne pas être sensible aux lois anti-immigrés et antiréfugiés voulues par les gouvernements d'un pays qui m'avait accueilli, vingt ans auparavant, aux côtés de tant de Chiliens ? En février 1997, pour protester contre ce projet de loi, une campagne de pétitions avait été initiée par un collectif de cinéastes. Avec d'autres Portugais, nous nous sommes alors regroupés dans un Collectif portugais contre la loi Debré, devenu rapidement Collectif portugais pour une pleine citoyenneté. À leurs côtés, nous voulions non seulement protester contre les nouvelles lois répressives, mais aussi défendre les droits de tous les immigrés, dont aussi, le droit de participer à la vie civique et politique des pays où ils habitent.

L'idée d'apporter une valise dans une manifestation avait été lancée par les organisateurs de la manifestation du 25 février 1997. Il s'agissait de faire le rapprochement entre les expulsions dont étaient menacés les immigrés en situation irrégulière et ce qui s'était passé pendant la l'occupation nazie, pour souligner le danger des dérives xénophobes. C'est ainsi que, en tant que l'un des responsables du Collectif portugais pour une pleine citoyenneté, j'ai décidé de faire de ma valise le support des revendications de ce collectif. Je l'ai ainsi utilisée de façon militante pour la première fois en février 1997, lors des premières manifestations contre le projet de loi Debré. Je l'ai portée à l'épaule, à la façon des paysans portugais lorsqu'ils ont émigré en France. Cette valise a été utilisée par la suite dans

de nombreuses manifestations à Paris, pour la défense des sans-papiers, du droit de vote des immigrés et, plus largement, des droits des immigrés. Cette façon originale de manifester ainsi que ses inscriptions – avec, d'un côté, *“Français, étrangers, nous sommes tous des immigrés”*, et, de l'autre, *“Je suis citoyen du pays que j'habite”*, *“Droit de vote pour tous à toutes les élections”* – ont fait son succès auprès de très nombreux photographes amateurs et professionnels. On a pu la voir dans de nombreux reportages d'actualité, sur toutes les grandes chaînes nationales d'information et, parfois, à la une de certains journaux⁽³⁾. En 1999, dans le manuel scolaire *Éducation civique, classe de 3^e*, cette valise servait à illustrer le chapitre *“La citoyenneté, une notion qui s'élargit”*...

Chargée de souvenirs et remplie d'espoirs, cette valise porte bien les rêves d'un chemin toujours à tracer, à la recherche de ces notions : *“liberté, égalité, fraternité”*. Nous dirons, avec le poète ibérique Antonio Machado, lui-même exilé en France par le franquisme : *Caminante no hay camino, Se hace camino al andar (Chemineau, il n'y a pas de chemin, le chemin se fait en marchant)*.

Fabrice Grognet,
ethnologue, chargé de mission
au Musée National de l'Histoire
et des Cultures de l'Immigration,
CNHI.

Notes

1. PIDE : Policía Internacional e de Defesa do Estado, police politique sous la dictature.
2. OFPRA : Office français de protection des réfugiés et apatrides, créé en 1952.
3. Par exemple dans *l'Union de Reims*, 1^{er} novembre 1997.